

XXIII^{ème} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de la COMMISSION INTERMÉDITERRANÉENNE

13 septembre 2010 - Ioannina (Epiro)

Rapport du coordinateur du groupe de travail CIM Énergies renouvelables

Perspectives pour les énergies renouvelables dans les Régions MED

Le secteur énergétique est en pleine mutation et les technologies des énergies renouvelables prennent une grande importance dans le nouveau scénario. Les politiques environnementales ont un impact significatif dans cette direction: l'augmentation des prix des combustibles fossiles et la maturité des technologies des énergies renouvelables supposent un rôle croissant de ces dernières dans le développement des marchés de l'énergie entre 2020-2030.

Une telle évolution est encore plus importante lorsque on considère les objectifs de la politique internationale (Protocole de Kyoto) et européenne (Paquet énergie-climat).

Évolution

Toutes les études menées au niveau mondial, européen et méditerranéen, montrent:

- une forte croissance des énergies renouvelables dans toutes les hypothèses;
- que l'augmentation des nouvelles technologies est plus faible à court terme qu'à long terme ;
- que la technologie de la biomasse a des potentiels majeurs de croissance à long terme, en particulier dans l'espace méditerranéen;
- que le niveau de pénétration des énergies renouvelables peut être fortement influencé par la libéralisation des marchés énergétiques, en particulier si les technologies sont «poussées» au point d'être compétitive sur le marché mondial.

Cet effet sera prédominant après 2020 car les marchés énergétiques seront plus diversifiées et plus souples.

Les effets du développement des énergies renouvelables: investissement et emploi

Pour atteindre les quotas de production renouvelable prévus, des investissements massifs seront nécessaires.

Les industries au plus fort potentiel d'investissement sont celles liées à la bioénergie, l'exploitation de la technologie solaire et la construction de parcs éoliens. L'augmentation des investissements déterminera aussi une augmentation de l'emploi. La Commission estime que, sur la base des tendances actuelles, les emplois européens (directs et indirects) peuvent atteindre les 950.000 unités en 2010

et 1,4 millions en 2020 (dont environ un troisième dans les régions MED), net des pertes d'emplois potentielles en raison du déplacement d'énergie classiques.

Mais, dans le scénario qui tient compte des nouvelles politiques européennes et de la réalisation des objectifs dans le cadre du paquet Climat-Énergie, la Commission estime ("Advanced Renewable Strategy", 2008), que l'emploi atteindra dans la seule Union européenne, environ 1,7 million de unités en 2010 et 2,5 millions en 2020. Il faudra, cependant, d'exploiter les ressources et les compétences déjà acquises dans les industries manufacturières, pour ne pas laisser le champ exclusivement aux importations.

Une vision intégrée des politiques énergétiques et des politiques industrielles peut exploiter le potentiel (en termes d'investissement et d'emploi), de développement mondial des énergies renouvelables, en apportant une valeur ajoutée aux actions de soutien environnemental entreprises au niveau national, comme démontré dans le schéma adopté par le Ministère de l'environnement allemand.

La Méditerranée

Avec le demi milliard de personnes qui vivent dans le bassin méditerranéen, la Méditerranée consomme 10,2% de la consommation mondiale d'électricité et 8,2% de la consommation d'énergie primaire, avec une domination des énergies fossiles (80% et seulement 6% d'énergie renouvelable), avec près de 8% des émissions mondiales de CO².

Quelles ressources énergétiques en Méditerranée?

La Méditerranée dispose de 5% des réserves mondiales de pétrole et de gaz, concentrées à 98% sur la rive Sud et recèle un potentiel considérable en énergies renouvelables, en particulier solaire et éolienne, qui est pour le moment sous-exploité, même si leur production a augmenté depuis ces dernières années.

Quelle demande d'énergie en Méditerranée?

Sur la période de 1971 à 2006, la consommation d'énergie primaire du bassin méditerranéen a doublé (de 402 à 968 Mtep) et la consommation d'électricité quadruplé (de 384 à 1665 TWh).

Les transports continuent d'être les principaux consommateurs en Méditerranée, mais c'est l'industrie qui compte pour la plus forte augmentation. La structure de la demande d'énergie a changé radicalement: de l'industrie à base énergétique, la Méditerranée offre maintenant une consommation plus équilibrée.

Pour faire face à cette croissance de la demande énergétique, toutes les sources d'énergie sont sollicitées.

Sur le plan de la consommation d'énergie, le déséquilibre entre la rive nord et la rive sud, même s'il tend à se réduire, reste important, générant toujours d'importants échanges Rive Sud/Rive Nord et peu d'échanges Rive Sud/Rive Sud.

Intégrer les énergies renouvelables dans la politique énergétique en Méditerranée?

Les énergies renouvelables représentent 6% (biomasse incluse) du bilan énergétique méditerranéen; bien que, encouragés par des incitations (financières, fiscales), des politiques et des progrès technologiques, les énergies renouvelables en Méditerranée ont enregistré une croissance exceptionnelle. Néanmoins, malgré ce fort potentiel, la contribution des En R à la satisfaction de la demande est faible. La quantité d'énergie renouvelable produite en valeur absolue s'accroît mais, compte tenu de l'augmentation

simultanée de la demande, la part des En R (hydraulique, éolien, solaire, géothermie) dans l'approvisionnement en énergie primaire progresse très lentement.

En Méditerranée, l'énergie est elle utilisée de manière efficace?

La prise de conscience de l'importance de la maîtrise de l'énergie et de l'évidence des liens entre environnement (changements climatiques) et développement en Méditerranée est grandissante.

Sur la rive nord, des politiques d'efficacité énergétique (EE) ont commencé à être mises en place dès le premier choc pétrolier de 1973 et continuent avec la promulgation du paquet Énergie-Climat (20/20/20).

Par ailleurs, et à titre d'indication, les études estiment qu'il existe un potentiel important provenant de la maîtrise de la demande en améliorant l'efficacité énergétique de l'industrie et en contrôlant mieux la demande de transport, de chauffage et de climatisation.

Comment réduire l'effet de serre?

En 2000, 72% des émissions de gaz à effet de serre (GES) méditerranéennes étaient imputables au CO² lié à l'utilisation de l'énergie et montre un rythme de croissance qui est deux fois plus rapide que le rythme mondial.

La comparaison de l'ensemble UE-27 et la région Méditerranéenne est intéressante du fait que ce sont deux ensembles avec approximativement le même niveau de population. La consommation d'énergie primaire et d'électricité en Méditerranée ne représentent que la moitié des consommations de l'UE-27; la consommation par habitant d'énergie primaire et de l'électricité dans la Méditerranée est environ la moitié de celle de l'UE-27. Mais, les émissions de CO² par tep sont supérieures de 6% en Méditerranée par rapport à celles de l'UE-27, ce qui montre bien que le mix énergétique méditerranéen est plus émetteur de CO² que le mix européen.

La tâche des Régions méditerranéennes

Dans ce contexte, les régions Méditerranéennes ont donc besoin d'une **vision commune** pour faire face aux quatre grands défis énergétiques de l'UE:

- l'interconnexion des différents marchés européens et méditerranéens;
- la réalisation de l'intégration du marché;
- l'approvisionnement de l'énergie sécurisée;
- développer des "réseaux intelligents".

Dans ces domaines, le développement des énergies renouvelables est un atout pour ces régions. Au niveau communautaire, les orientations stratégiques adoptées dans le domaine des énergies renouvelables visent à:

- diversifier les sources d'énergie;
- favoriser l'utilisation des sources d'énergie renouvelable;
- contribuer à une croissance européenne durable (Lisbonne et Göteborg) ;
- développer une industrie high-tech forte dans le domaine des ER - réduire les émissions de gaz à effet de serre.

On doit donc implémenter au niveau régional la législation existante en matière de l'énergie. L'état d'implémentation de la législation actuelle est faible et il est la cause principale de disfonctionnement du marché intérieur de l'énergie dans les régions Méditerranéennes. Le bon fonctionnement des marchés, est essentiel pour offrir aux acteurs concernés, la transparence et la prévisibilité nécessaires pour prendre leurs décisions d'investissement, dans un cadre réglementaire stable.

Dans le secteur de transport, l'Union Européenne a adopté un objectif contraignant de 10% de l'énergie provenant de sources renouvelables d'ici à 2020. Ceci souligne l'importance de biocarburants et de la production d'électricité à faible émission de carbone, qui sont de grand intérêt aux Régions concernant le transport maritime, comme la majorité des régions MED.

Un des principaux points dans la future de la politique énergétique de l'UE sera les infrastructures énergétiques, qui seront concerné dans un nouveau Paquet d'Infrastructures Énergétiques de la Commission et qui prévoit les interconnexions au niveau européen. L'intégration des réseaux énergétiques doit commencer à niveau régional pour mieux répondre aux besoins des consommateurs et des entreprises.

Ils sont évidents:

- le rôle prééminent des régions dans le développement des ER ;
- la nécessité pour l'espace Med de construire une politique cohérente;
- la valeur ajoutée d'une coopération entre les territoires visant construire un partenariat de long terme entre les régions MED sur les ER.

Pour cela le Groupe de Travail «Energies Renouvelables» de la CIM, vise à coordonner et améliorer les politiques régionales des énergies renouvelables (ER).

On essayera de mettre en place:

- un cadre méthodologique et stratégique transnational (commun) ;
- une base de données des bonnes pratiques sur les politiques régionales ;
- un cadre de coopération commun ;
- un partenariat que portera sur la constitution d'un cadre permanent de coopération des régions en vue du développement des ER (GECT ER.MED), ouvert à l'ensemble des régions méditerranéennes (rive rive nord et rive sud).

L'objectif est donc d'améliorer:

- la qualité des politiques régionales de soutien aux ER;
- la contribution des ER dans la production énergétique;
- la connaissance des potentiels de développement des ER dans les Régions;
- l'harmonisation des politiques des différentes Régions;
- l'identification des bonnes pratiques pour le développement des ER;
- les solutions de structuration institutionnelle.

Conclusions

L'idée est de proposer une coopération entre les régions que se renforcera par leur participation à des initiatives communes; ces actions devront être en lien avec les stratégies régionales d'innovation et capitalisation.

Comme au long du bassin Méditerranéen s'étend la majorité de la frontière européenne avec des pays tiers, il est important de développer un réseau intelligent permettant l'alimentation de la production d'énergie renouvelable, off-shore et on-shore, dans l'Union européenne. La Méditerranée jouera un rôle important à l'heure de relier l'Europe et de diversifier les sources d'approvisionnement dans les pays tiers. Il faut considérer l'importance de la Méditerranée à l'heure de négocier et renforcer les marchés énergétiques avec les pays tiers (la Communauté Pan - Méditerranéenne de l'Énergie, le Partenariat de l'Est, les Balkans Occidentaux) et aussi dans le marché interne.